



economiesuisse

Opinion

10 juin 2003

Numéro 10

Finances fédérales : les déficits explosent, les dettes s'envolent !

Un déficit de 3,3 milliards de francs alors que le budget ne prévoyait « que » 294 millions de dépassement, des dettes en progression de 15,5 milliards de francs pour s'établir à plus de 122 milliards, les comptes 2002 de la Confédération démontrent à quelle vitesse la situation financière de l'Etat central s'est dégradée.

Pour une fois, ce ne sont pas les dépenses qui sont la principale cause de cette détérioration mais bien les recettes en chute de 3% sur les comptes de 2001 et même de 7,1% par rapport au budget 2002! S'il apparaît clairement que les prévisions des services de M. Villiger étaient beaucoup trop optimistes, il n'en demeure pas moins que ce recul des recettes ne constitue pas un incident de parcours et qu'il va vraisemblablement s'accroître. Pour l'exercice en cours, il faut s'attendre à des baisses de recettes estimées à 4 milliards de francs pouvant même grimper jusqu'à 6 milliards d'ici à 2006.

Mais ce n'est pas tout. Prévoyant 10 milliards de dépenses supplémentaires d'ici à l'an 2006 par rapport au budget de 2002, le plan financier 2004-2006 suscite une inquiétude légitime. Pire : la situation risque encore de se détériorer si l'on ajoute à ce tableau des déficits prévisibles dans l'assurance-chômage de l'ordre de 600 millions et une somme de 1,3 milliard pour les NLFA, postes qui ne sont pas compris dans le compte financier ordinaire de la Confédération. En réalité, le déficit de cette année devrait grimper à plus de 5 milliards si rien n'est fait pour le juguler.

Une partie seulement de la chute des rentrées est imputable à la situation économique et boursière. Indépendamment de la conjoncture, il subsiste en effet un déficit structurel de l'ordre de 3 milliards, conséquence du développement sans frein des prestations. Le taux de croissance de ces dépenses doit donc absolument régresser et tendre, à moyen terme, à se limiter à suivre le rythme de l'inflation. Qu'on se comprenne bien : il ne s'agit nullement d'économiser aveuglément ou de démanteler l'Etat, mais bien de fixer des priorités et de s'y tenir, même si les élections proches n'incitent guère nos élus à s'engager sur la voie du martyr...

Dans cette perspective, le programme d'allègement budgétaire du Conseil fédéral, de 3,4 milliards, constitue un signe positif. Mais il ne sera pas suffisant, tant il est vrai que le gouvernement lui-même reconnaît un besoin d'assainissement de l'ordre de 5 milliards. Le problème se situant clairement au niveau des dépenses, dont la croissance n'a pas été maîtrisée, des réformes structurelles doivent être mises en œuvre en complément du programme d'allègement. Le Conseil fédéral a fourni un gros effort dans un temps remarquablement court. C'est maintenant au Parlement de jouer et de voir au-delà de l'échéance d'octobre prochain.

Jean-Claude Chappuis

Fédération des entreprises suisses
Verband der Schweizer Unternehmen
Federazione delle imprese svizzere
Swiss Business Federation

Carrefour de Rive 1
Case postale 3684 / CH-1211 Genève 3
Téléphone +41 22 786 66 81
Téléfax +41 22 786 64 50
www.economiesuisse.ch